

Mondadori France

Nous ne laisserons pas détruire nos journaux et nos emplois!

Le groupe Mondadori, contrôlé par la famille Berlusconi, a décidé de se défaire au plus vite de Mondadori France, troisième éditeur de presse magazine français. Les négociations avec le repreneur pressenti, Reworld Media, paraissent aujourd'hui près d'aboutir. **Une telle cession, si elle se réalisait, serait une catastrophe. Pour les salariés de Mondadori France, et aussi pour toute la presse écrite.**

Reworld Media n'est pas vraiment un éditeur de presse. Comme l'indique d'emblée son site, il a pour objectif premier la « *conversion pour les annonceurs* ». Son PDG, Pascal Chevalier, a même déclaré, dans un accès de franchise, que, pour lui, régies publicitaires et rédactions devraient être fusionnées!

La plupart des titres publiés par Reworld Media n'ont d'ailleurs plus de rédaction. Ils sont conçus et réalisés par des agences de production de contenus. **Des journaux sans journalistes et sans les métiers qui y sont habituellement associés.** Un recours systématique à la sous-traitance qui permet de se débarrasser des «gêneurs» attachés à leurs principes professionnels. Et, évidemment, d'accroître la rentabilité à court terme. Ce qui signifie des dégâts sociaux directs considérables. **Les emplois des 700 salariés CDI (toutes catégories confondues) et des centaines de pigistes de Mondadori France seraient immédiatement menacés par une vente à Reworld Media.** Le sort qu'ont subi les salariés de *Marie France* ou de Lagardère transférés chez Reworld montre quel cas faire des récentes promesses de M. Chevalier de préserver l'emploi ou même d'embaucher!

Mais l'opération aurait des conséquences bien plus larges. **Reworld Media deviendrait en effet l'un des tout premiers, voire le premier acteur de la presse écrite en France.** Il pourrait ainsi y jouer un rôle central: organisations patronales, instances paritaires, CPPAP, messageries... pour faire prévaloir ses intérêts, qui n'ont rien à voir avec la défense d'une information rigoureuse, pluraliste et de qualité. Et, dans un contexte de recomposition du paysage de la presse (cession de Lagardère...), promouvoir son «modèle» auprès des autres éditeurs. Il se trouverait également en position de force pour imposer ses conditions à tous les niveaux de la filière, déjà très fragilisée.

Les pouvoirs publics doivent enfin se saisir du dossier. Il ne serait pas admissible que le groupe Mondadori se débarrasse de ses salariés et de ses titres en France par une cession à un acquéreur aussi peu crédible que Reworld Media. **Il serait incompréhensible qu'un acteur qui revendique sans vergogne la confusion entre espaces publicitaires et contenus éditoriaux puisse demain bénéficier à large échelle des aides publiques** (TVA réduite, tarifs postaux...) destinées à soutenir la liberté d'information.

Nous appelons tous les salariés du secteur et, plus largement, tous ceux qui sont intéressés à la survie d'une presse écrite de qualité à se rassembler, avec les salariés de Mondadori, jeudi 29 novembre.

**Rassemblement place du Palais-Royal
(devant le ministère de la Culture)
*Jeudi 29 novembre à 9 h 30***